



Assurance maladie universelle

« Chacun doit devenir le gardien du dispositif », dicit Jean-Marie Tessi

L'Assurance maladie universelle (Amu) est effective au Togo depuis le début de l'année 2024. Mais, il semble que beaucoup de Togolais ne comprennent pas encore bien le mécanisme. Pour régler ce problème et obtenir l'adhésion de tous, le ministre de l'Accès aux soins et de la Couverture sanitaire, Jean-Marie Koffi Tessi, a décidé d'associer ...



PAGE 3

PUBLIREPORTAGE



Culture

CHINA MOUTAI offre une dégustation et un déjeuner

Fidéliser sa clientèle et intéresser de nouveaux prospects, tel est l'un des objectifs de la S.A.R.L.U GRANDE MURAILLE DISTRIBUTION, distributeur exclusif de la liqueur chinoise de marque MOUTAI au Togo. Cet objectif se décline en activité chaque année. C'est le cas hier dimanche 24 novembre 2024, avec une ...

PAGE 9

SANTÉ



CHU de Kara

Construction du service de néphrologie et d'hémodialyse

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara franchit un important palier en lançant un projet d'ouverture d'un nouveau service de néphrologie et d'hémodialyse. Le début des travaux a été marqué par la pose de la première ...

PAGE 11

ENERGIE

Cédeao

Le sommet sur la coopération énergétique à partir du 3 décembre prochain à Lomé

Face à la croissance des besoins en énergie, le Sommet de la coopération énergétique d'Afrique de l'Ouest ...

PAGE 7



Millennium Challenge Corporation

Le Togo conforte son éligibilité au programme Compact

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) a rendu publique, le 21 novembre dernier, la carte des scores de l'année 2024. La position du Togo a été présentée, le 22 novembre, lors d'une rencontre présidée par Stanislas Baba, président du conseil d'administration de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo).

PAGE 11

DERNIERES HEURES

Le Purs se digitalise en lançant une plateforme numérique

Le Programme d'urgence de renforcement de la résilience dans la région des Savanes (Purs) dispose désormais d'une plateforme numérique. Ce nouvel outil vise à faciliter l'identification des besoins des communautés locales, optimiser la gestion des projets de développement et renforcer la coordination entre les partenaires intervenant dans la région.

La portail offre aux populations locales, la possibilité de s'exprimer sur leurs besoins en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures de base.

Le Purs est conçu pour répondre aux défis économiques et sociaux des Savanes. Cette région est confrontée à deux problèmes majeurs, la pauvreté et la menace terroriste.

Opérationnalisation des régions

Le colonel Hodabalo Awaté avance à un rythme très soutenu

Après l'installation des gouverneurs de région, le gouvernement franchit une nouvelle étape en procédant à la nomination des secrétaires généraux des Conseils régionaux. L'annonce a été faite à travers un décret publié le vendredi 22 novembre 2024 par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté. D'après le document, Dotse Aku Masa Beya, épouse Guede ...



PAGE 3

| | | | | |
|---|----------|--|--|--|
|  | SOMMAIRE | <p>Uganda/Opposition Yoweri Museveni gracie 19 opposants</p>  <p>P 4</p> | <p>Bien-être Indice du développement humain au Togo</p>  <p>P 6&7</p> | <p>Football FADI redore les ghettos</p>  <p>P 10</p> |
|---|----------|--|--|--|

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Arzouma Yebli / Revendeuse d'ustensiles en plastique à Pognon

Arzouma Yebli est une femme Togolaise originaire de la Préfecture de Kpendjal Ouest. Peu scolarisée, elle choisit très tôt l'agriculture pour survivre. Mais, devenue mère au foyer, elle décide de lancer une activité génératrice de Revenus afin d'assurer son essor économique personnel et celui de sa famille. D'abord, la revente de Tchakpalo pendant deux décennies. Puis, avec le produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), elle se lance dans la revente d'ustensiles plastiques. Retour sur l'histoire de dame Arzouma Yebli, bénéficiaire FNFI à Pognon dans la préfecture de Kpendjal Ouest.

dans une autre activité. « Je n'ai pas beaucoup étudié, donc je n'avais pas trop de choix. Il fallait que je trouve de l'argent pour démarrer un commerce » annonce-t-elle. C'est ainsi qu'elle opte d'abord pour le Tchakpalo, puis plus tard pour la revente

ses produits. En février 2017, débute son aventure avec le produit APSEF. Avec son premier crédit, elle achète des bassines plastiques qu'elle écoule en quelques semaines. Progressivement, elle réussit à diversifier ses articles avec d'autres ustensiles en plastique : assiettes, bols, fourchettes, cuillères, paniers... etc. Quand on demande à Arzouma pourquoi elle a choisi les ustensiles en plastique, elle explique : « j'ai choisi les ustensiles en plastique parce que ce n'est pas cher. C'est vrai que les ustensiles en aluminium et en métal durent, mais tout le monde n'a pas ce moyen-là. La preuve, j'écoule rapidement mes articles ».

Aujourd'hui, Arzouma est autonome et est un atout important pour sa famille et sa communauté. Se sentant investie d'une mission, elle veut aller plus loin encore : « je ne suis pas encore satisfaite. Je veux agrandir mon commerce et pourquoi pas devenir revendeuse grossiste d'ustensiles en plastique. Avec le FNFI, c'est possible » affirme-t-elle. Et d'ajouter : « ici à Pognon, je connais d'autres femmes qui se sont autonomisées avec les produits FNFI. Je

peux dire que la condition féminine s'est nettement améliorée à maints égards partout au Togo depuis que FNFI est là. »

Outre le FNFI, Arzouma ne fait pas des prêts ailleurs. Et voici la raison qu'elle évoque : « après avoir bouclé le cycle du produit APSEF, je voulais encore du financement pour évoluer. Mais les taux d'intérêts qui m'ont été proposés ne m'avantageaient pas. J'ai laissé ». En effet, avant le FNFI et ses produits, l'aspect le plus controversé par les femmes qui ont besoin de crédits est celui des taux d'intérêt appliqués par les micros prêteurs.

Ces taux sont plus élevés, souvent même beaucoup plus élevés, que les taux bancaires ordinaires, parce qu'il est évidemment plus coûteux de prêter et de collecter un montant donné réparti en plusieurs milliers de prêts minuscules plutôt que de prêter et de collecter ce même montant réparti en quelques prêts de grande ampleur. Avec le FNFI ce problème est réglé et les Togolais ont depuis 2014 accès à des produits financiers avec des taux avantageux et bonifiés.



Arzouma Yebli

Orpheline et ayant grandi dans des familles d'accueil, Arzouma Yebli n'a pas eu la chance de terminer l'école primaire. Avant de se lancer dans l'entrepreneuriat, elle était

agricultrice. Le déclin est venu lorsqu'elle est devenue mère et n'avait plus la capacité physique de continuer à aller au champ. Alors, elle réfléchit à comment se reconverter

des bassines plastiques. Par la suite, Arzouma a eu l'occasion de suivre une séance d'information organisée par une institution de microfinance et elle découvre le FNFI et

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Commission de l'UA

Raila Odinga veut compter sur l'appui du Togo

Le jeudi 21 novembre 2024, le président de la République Faure Gnassingbé a accordé une audience à l'ancien Premier ministre du Kenya, Raila Odinga.



Faure Gnassingbé (à droite) et Raila Odinga

Les deux hommes ont échangé sur la situation politique et sécuritaire en Afrique ainsi que les défis de développement économique et social sur le continent.

« Nous avons abordé de nombreuses questions importantes concernant notre continent notamment les infrastructures, le commerce intra-africain, les transports, la facilitation des visas, le changement climatique et la culture. Nous pensons aussi qu'il est possible d'offrir des opportunités aux jeunes en particulier dans des domaines de l'intelligence artificielle et des TIC » a précisé Raila Odinga.

L'ancien Premier ministre du Kenya a félicité le président de la République pour son leadership dans l'opérationnalisation du Marché unique du transport aérien en Afrique (Mutaa), un instrument d'intégration économique, ainsi que pour son implication dans la consolidation de la paix et le renforcement de la stabilité sur le continent.

Raila Odinga a saisi l'occasion pour solliciter l'appui du Togo pour sa candidature à la présidence de la Commission de l'Union africaine (UA), l'un des principaux organes de l'instance continentale.

Opérationnalisation des régions

Le colonel Hodabalo Awaté avance à un rythme très soutenu

Après l'installation des gouverneurs de région, le gouvernement franchit une nouvelle étape en procédant à la nomination des secrétaires généraux des Conseils régionaux.



Le colonel Hodabalo Awaté

L'annonce a été faite à travers un décret publié le vendredi 22 novembre 2024 par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté. D'après le document, Dotse Aku Masa Beya, épouse Guede, attachée d'administration et ancienne secrétaire générale de la commune Agoè-Nyivé 1, a été désignée secrétaire générale de la région Maritime. De son côté, Issa Toure, professeur de lycée et ancien secrétaire général de la préfecture de Wawa, assistera la région des Plateaux.

Pour le compte de la région Centrale, le poste revient à Bama Kafessina Bassowa, ancien secrétaire général de la préfecture de Danyi. Dans la région de la Kara, Esso Pirénéwé, professeur de collège et ancien secrétaire général de la préfecture de Tône, va occuper le poste.

Pour finir, Abrofou Anwone, administrateur des collectivités locales et ancien greffier au tribunal de commerce de Lomé, est chargé de la région des Savanes.

La rédaction

Filière avicole

Le général Damehame Yark s'intéresse de près au Cersa

Judi dernier, le général de brigade Damehame Yark, ministre d'État en charge des Ressources animales a effectué une visite de travail au Centre d'excellence régional sur les sciences aviaires (Cersa) de l'université de Lomé.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de sa tournée de prise de contact initiée depuis sa nomination. Le ministre veut collaborer avec les acteurs clés des secteurs dont il a la charge. Accompagné du président de l'université de Lomé, le professeur Adama Kpodar, le ministre a échangé avec le professeur Kokou Tona, directeur du Cersa.

Ce dernier a présenté les projets de recherche, les domaines d'intervention, et les infrastructures modernes du centre. Le Cersa, reconnu pour ses laboratoires à la pointe de la technologie, accueille des chercheurs issus de 17 pays africains, leur permettant de mener des recherches avancées dans le domaine aviaire.

Lors de la visite, la délégation ministérielle a découvert le minicouvoir du Cersa, qui produit en moyenne 24 000 poussins tous les 18 jours, ainsi que

diverses variétés de volailles élevées sur place. Le ministre a été impressionné par les performances du centre et son impact sur le développement de la filière avicole. Il a salué les initiatives du Cersa, notamment le projet de formation des

Kpodar a exprimé sa gratitude envers le ministre pour son soutien et l'engagement de son département à appuyer les chercheurs.

En investissant dans la modernisation des techniques



Le général de brigade Damehame Yark (à gauche)

éleveurs dans les cinq régions du Togo.

Le ministre a réaffirmé l'engagement de l'État à accompagner les efforts du centre pour améliorer la qualité des produits avicoles et renforcer le rôle du Togo dans la sous-région en matière de production avicole. Le professeur Adama

d'élevage et le développement de nouvelles technologies, le Togo s'inscrit résolument dans une dynamique de croissance durable pour sa filière avicole, avec des retombées positives sur l'économie nationale et régionale.

Source : togobreakingnews.info

Assurance maladie universelle

« Chacun doit devenir le gardien du dispositif », dixit Jean-Marie Tessi

L'Assurance maladie universelle (Amu) est effective au Togo depuis le début de l'année 2024. Mais, il semble que beaucoup de Togolais ne comprennent pas encore bien le mécanisme. Pour régler ce problème et obtenir l'adhésion de tous, le ministre de l'Accès aux soins et de la Couverture sanitaire, Jean-Marie Koffi Tessi, a décidé d'associer les médias à ce projet. Un atelier a eu lieu à leur endroit à Agbodrafo, le vendredi 22 novembre 2024.

La protection sociale, reconnue comme un droit fondamental de l'être humain, contribue fortement à réduire la pauvreté, l'exclusion et les inégalités tout en renforçant la stabilité politique et la cohésion sociale. C'est un outil puissant pour prévenir les crises économiques, les catastrophes naturelles, les conflits, et s'en relever.

S'inscrivant dans ce droit humain, dans sa Feuille de route gouvernementale 2020-2025 en son axe 1 consistant à renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, et garantir la paix, le Togo s'est engagé à fournir la couverture santé et l'accès aux services de base à tous, en inscrivant la mise en place de la couverture sanitaire universelle comme l'un des projets prioritaires.

Le projet prioritaire 3 relatif à la mise en place de la couverture sanitaire pour tous vise entre autres à généraliser l'assurance maladie à tous les résidents. Ce fut à travers l'adoption de la loi 2021-022 du 18 octobre 2021 instituant l'Amu au Togo. À propos de l'Amu, Jean-Marie Tessi affirme que « l'on entend

beaucoup de choses dans la cité».

En d'autres termes, l'on fait beaucoup de confusions à propos de l'Amu au sein de l'opinion. Selon lui, depuis 2014, l'Institut national d'assurance maladie (Inam) était dans la dynamique de l'Amu. Sauf que l'Etat n'avait pas voulu immédiatement aller sur tous les secteurs sociaux. Pour Jean-Marie Tessi, actuellement, avec l'extension de l'assurance maladie, « l'on va étage par étage».

Contrairement à ce qui se fait dans le système d'assurance classique où l'on ne prend pas en charge les personnes âgées de 60 ans et plus, avec l'Amu du Togo, une assurance à caractère sociale, l'on prend en compte tout le monde sans aucune distinction. C'est un engagement



Jean-Marie Koffi Tessi

de l'Etat togolais vis-à-vis de sa population.

L'Amu sera financée par les cotisations des employeurs et des travailleurs. L'Etat payera pour les personnes qui n'ont pas les moyens. L'Amu est fondée sur la solidarité (les personnes en bonne santé contribuent

pour tout le monde). L'on assiste également à une mutualisation des moyens (c'est comme une tontine).

L'Amu, c'est aussi l'égalité d'accès aux soins, la liberté de choix (aller vers le soignant et le centre de soin qui me convient). Parmi les prestations de l'Amu, l'on peut citer : consultations médicales, hospitalisations, médicaments, soins dentaires, soins palliatifs, maladies à longue durée.

L'Amu devra faire face au défi de l'augmentation croissante du coût des soins. Le vieillissement de la population (la population vivra plus longtemps), les nouvelles maladies, l'évolution technologique, vont augmenter les coûts des soins. Il faudra rehausser le niveau du plateau technique, rendre accessible les centres de soins.

L'on devra par ailleurs, améliorer la qualité des soins, et s'adapter aux nouvelles technologies (la télémédecine). Pour sa part, le citoyen pour la réussite de l'Amu, doit adopter un mode de vie sain pour ne pas être fréquemment malade et solliciter l'Amu à chaque moment.

L'on appelle aussi à la participation citoyenne, à la solidarité collective, à lutter contre la fraude ; et il faut rester réaliste. « L'Etat ne dit pas qu'avec l'Amu tout devient rose. C'est un processus en construction. Chacun doit devenir le gardien du dispositif. Nous sommes au démarrage, et le système peut avoir quelques difficultés », insiste Jean-Marie Koffi Tessi.

Edem Dadzie

Sénégal/Politique

Diakhaté, l'homme politique en garde à vue pour "insultes" envers les Sénégalais

Moustapha Diakhaté, leader du mouvement "Aar Domi Sénégal - Mouvement pour la République et la démocratie", a passé sa deuxième nuit en garde à vue après avoir été entendu par les enquêteurs de la division de la cybercriminalité pour "insultes par le biais d'un système informatique envers un groupe se caractérisant par son origine nationale".

Diakhaté a été interpellé à la suite de propos tenus lors d'une émission sur la chaîne privée 7TV, où il a qualifié les Sénégalais de « peuple maudit » pour avoir choisi Bassirou Diomaye Faye comme président.



Diakhaté

L'affaire soulève des questions sur la liberté d'expression et la liberté de

la presse au Sénégal. Seydi Gassama, directeur exécutif de la section d'Amnesty

International au Sénégal, estime que Diakhaté est victime d'une tentative de

museler la parole publique. "La raison pour laquelle on mettrait quelqu'un en prison parce que cette fois, il a tenu des propos qui visent tous les Sénégalais - même si moralement ce sont des propos qui ne sont pas acceptés dans la société sénégalaise, ni dans n'importe quelle société - ce n'est pas une raison pour que l'on puisse arrêter quelqu'un et qu'on le mette en prison", a-t-il déclaré.

Gassama souligne que ces lois, datant des années 60 et 70, sont devenues "inadaptées aux sociétés démocratiques telles que celle que nous avons aujourd'hui au Sénégal". Il

appelle à la protection des libertés d'expression et à l'évitement de "l'approche répressive" du régime actuel.

Le Sénégal, souvent perçu comme un modèle de stabilité et de tolérance, fait face à un défi majeur : trouver un équilibre entre la liberté d'expression et le maintien de l'ordre public, sans tomber dans l'excès répressif. Le sort de Moustapha Diakhaté reste incertain, mais son interpellation relance un débat national sur la place de la parole publique dans une démocratie moderne.

T.M.

Bénin/Politique

Le Bénin assouplit les restrictions douanières imposées au Niger

Dans un geste de détente diplomatique, les autorités béninoises ont annoncé jeudi 21 novembre une levée partielle des restrictions douanières imposées au Niger. Cette décision vise à faciliter la libre circulation des personnes et de certains produits entre les deux pays, malgré la persistance des tensions diplomatiques depuis le coup d'État militaire au Niger en juillet 2023.

ont également souligné la nécessité de renforcer les contrôles sur les embarcations et les véhicules afin de détecter et intercepter tout transport d'armes, de munitions ou de matériels pouvant être utilisés par des groupes

Cependant, malgré la levée des sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) imposées après le coup d'État, le Niger refuse toujours de rouvrir sa frontière avec le Bénin. Le Niger accuse le Bénin d'abriter des « bases françaises » qui entraîneraient des « terroristes », ce que Paris et Cotonou réfutent catégoriquement.

Le président béninois, Patrice Talon, a conditionné l'autorisation du chargement du pétrole nigérien dans les eaux béninoises au port de Sèmè-Kpodji, via un oléoduc géant géré par la société chinoise Wapco, à la réouverture de la frontière.



Une note émise par la direction générale des douanes béninoises autorise désormais la libre sortie de produits béninois vers le Niger, notamment le riz, les conserves et l'huile. Parallèlement, la libre circulation des personnes est également permise dans les deux sens, ainsi que l'entrée de produits nigériens sur le territoire béninois. Toutefois, l'interdiction de sortie reste maintenue pour les produits vivriers comme le maïs, le mil et le sorgho, en direction du Niger.

Les autorités béninoises

armés terroristes. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une lutte accrue contre le terrorisme dans la région.

Depuis plusieurs semaines, les signes d'apaisement entre le Bénin et le Niger se multiplient. Notamment, les autorités béninoises ont agréé en octobre le diplomate Kadade Chaibou comme nouvel ambassadeur du Niger à Cotonou. Les relations entre les deux pays s'étaient tendues suite au coup d'État qui avait renversé le président nigérien élu Mohamed Bazoum.

T.M.

Ouganda/Opposition

Yoweri Museveni gracie 19 opposants

Le président ougandais a « accordé la grâce » à 19 figures de l'opposition vendredi 22 novembre, après leur condamnation par un tribunal militaire pour « trahison » et « possession illégales d'armes à feu ».

« J'accorde la grâce aux personnes condamnées pour trahison [...] et possession illégale de munitions », a déclaré le président ougandais, Yoweri Museveni, vendredi 22 novembre. Seize membres du parti d'opposition NUP (National Unity Platform) avaient été condamnés à cinq ans de prison en octobre par un tribunal militaire

Shamim Malende, avocate du parti, avait qualifié de « douteuses » les accusations retenues. Les partis d'opposition ont été réprimés sous la présidence de Yoweri Museveni, qui dirige l'Ouganda depuis 1986.

Tous les accusés ont plaidé coupable, mais le chef de la NUP, Bobi Wine - dont le vrai nom est Robert Kyagulanyi - assure qu'ils ont été forcés de le faire et de demander une grâce présidentielle. Les autorités ougandaises sont régulièrement



Yoweri Museveni

pour « possession illégale d'explosifs et « trahison ». Trois autres figures de la NUP ont été condamnés sur des accusations similaires.

En octobre, le tribunal avait décidé que la sentence prononcée serait réduite à trois mois et 22 jours de prison, en raison des années déjà passées en détention provisoire. Me

pointées du doigt par les organisations de défense des droits humains. En 2021, lors de la dernière présidentielle, entachée de fraude selon l'opposition, des manifestations contre une énième arrestation de Bobi Wine avaient été violemment réprimées par les forces de l'ordre, faisant au moins 54 morts.

Jeune Afrique

Commerce régional

Le Burkina Faso et le Nigéria, les deux partenaires commerciaux clés du Togo dans la Cédéao

Avec des exportations régionales estimées à 110, 385 milliards de FCFA et des importations à 84, 002 milliards de FCFA, le Burkina Faso et le Nigéria sont les locomotives commerciales du Togo dans la Cédéao. Ces chiffres du 3ème trimestre 2024 publiés par l'Institut national des statistiques économiques et démographiques (INSEED) témoignent du dynamisme commercial régional.

À 3ème trimestre de l'année 2024, le Togo a enregistré des exportations d'une valeur de 213, 278 milliards de FCFA et un volume de 994 097,5 tonnes. Parmi les nations qui portent ces exportations, le Burkina Faso figure à la 2ème place sur le plan mondial et à la 1ère place dans la Cédéao. Les exportations du Togo à destination du Burkina Faso s'élevaient en valeur à 29, 246 milliards de FCFA et en quantité à 262 222 tonnes. 1er client du Togo dans la Cédéao, le pays des Hommes intègres a une part relative de 13,7 % des exportations globales. Il est suivi par le géant de l'Union économique monétaire ouest-africain (Uemoa), la Côte d'Ivoire. 2ème client dans la Cédéao et 3ème au rang mondial, la Côte d'Ivoire a une part relative de 9,6 %. Les exportations en destination de ce pays s'élevaient en valeur à 20, 385 milliards de FCFA et en quantité à 19 257,5 tonnes. Ensuite, le Mali avec des exportations qui s'élevaient à 15, 756 milliards FCFA pour une quantité de 23 232,3 tonnes.

Après le Mali, dans l'espace Cédéao, le Ghana suit avec 13, 304 milliards FCFA équivalant à 72 484,7 tonnes de marchandises. Puis, le Bénin avec des exportations de 13, 253 milliards FCFA correspondant à 16 037,5 tonnes de marchandises. Le



Port autonome de Lomé

Niger est également parmi les clients du Togo avec des exportations d'une valeur de 10, 943 milliards FCFA pour une quantité de 47 346,9 tonnes. 10ème à l'échelle globale et 9ème dans la Cédéao, le Sénégal enregistre des exportations d'une valeur de 6, 566 milliards de FCFA pour un volume de 8 057,9 tonnes. Au 3ème trimestre 2024, les exportations vers l'ensemble des pays de la Cédéao s'élevaient en valeur à 110, 385 milliards de FCFA et en quantité à 451 143,5 tonnes. Par contre, les importations togolaises au plan mondial ont atteint 509 928,7 millions de FCFA pour 1 338 231,0

tonnes. Après les 3 premières places qui sont ravies par la Chine, la Russie et la France, c'est le Nigéria qui est au 1er rang dans la Cédéao. Les importations venant du Nigéria s'élevaient en valeur à 28, 600 milliards FCFA et en quantité à 100 686,4 tonnes

de marchandises. Ensuite, les importations venant du Sénégal sont estimées à 27, 520 milliards FCFA pour une quantité de 76 818,7 tonnes de marchandises. Le Nigéria et le Sénégal sont les seuls pays de la Cédéao qui figurent parmi les 10 premiers fournisseurs du Togo. Les importations venant de l'ensemble des pays de la Cédéao s'élevaient en valeur à 84, 002 milliards de FCFA et en quantité à 281 194,3 tonnes. Le solde commercial avec les pays de la Cédéao est excédentaire. Il s'établit à 26 382,5 millions de FCFA. Les échanges commerciaux au sein de l'espace Uemoa montrent une nette

supériorité des exportations par rapport aux importations. Les exportations atteignent un montant de 96,192 milliards de FCFA pour un volume de 376 208,9 tonnes. En revanche, les importations en provenance des pays de l'Uemoa se limitent à 46, 511 milliards de FCFA, représentant 133 109,9 tonnes. Ce déséquilibre favorise un excédent commercial conséquent de 49, 681 milliards de FCFA. Les exportations vers les pays de la Cédéao et de l'Uemoa dominent le marché avec une part de 51,8 % et 45,1 % respectivement. En revanche, les importations en provenance de ces mêmes pays ne représentent que 16,5 % et 9,1 % du total des importations du trimestre.

De façon globale sur une base annuelle, les chiffres montrent une tendance positive pour les exportations avec une augmentation de 10,2% en valeur et 21,7% en quantité. Les importations ont également affiché une croissance, atteignant 10,8% en valeur et 15,0% en quantité. Cependant, le déficit commercial a augmenté de 11,3%, ce qui soulève des préoccupations. En analysant les données trimestrielles, nous constatons que les exportations au troisième trimestre 2024 ont légèrement progressé de 0,5% en valeur et de manière plus significative de 6,6% en quantité. En revanche, les importations ont connu une baisse de 3,1% en valeur et de 2,3% en quantité au même trimestre. Observons néanmoins que le déficit commercial a enregistré une augmentation de 23,1% par rapport au trimestre précédent, ce qui nécessite une attention particulière.

Les principaux produits exportés vers les pays de la Cédéao sont les sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques (14,3%), les ciments non pulvérisés dits « clinkers » (11%), l'huile de palme raffinée et ses fractions (8,6%), les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, ainsi que les huiles de pétroles, etc. S'agissant des produits importés par le Togo, il s'agit du gaz naturel liquéfié (9,5%), des fèves de soja (6,2%), des sacs en papier ou carton, d'une largeur à la base

de 40 cm ou plus (0,9%), des déchets et débris d'aluminium (0,8%), des cigarettes contenant du tabac (0,8%), des céramiques et des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et les ciments portland (1,9%)...

Edy Alley

Digital

Les entrepreneures togolaises formées sur l'utilisation productive des appareils numériques

Dans un écosystème dominé par le digital, la Cellule du MCC-Togo veut instruire les femmes entrepreneures sur l'utilisation efficace des appareils numériques. Un atelier d'échange sur l'utilisation productive de ces appareils, s'est tenu la semaine écoulée dans le cadre de la formulation du programme Compact de la MCC.

Le but de cet atelier de 3 jours a été de mettre en lumière les obstacles que rencontrent les femmes entrepreneures dans l'accès, la propriété et l'utilisation efficace des appareils numériques. L'objectif principal était d'identifier les stratégies et mécanismes qui pourraient favoriser leur succès dans cet univers numérique en constante évolution. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'activité Hub d'Innovation du projet TIC du programme Compact de la Millennium challenge corporation (MCC). Le Secrétaire général du ministère de l'Économie et des

Finances, Stéphane Akaya, est revenu sur les initiatives du gouvernement togolais en faveur de l'équité genre et de l'entrepreneuriat féminin. Ces actions se sont matérialisées par la mise en place de dispositifs tels que le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) qui garantit l'autonomie financière des femmes, ainsi que la réservation de 25% des marchés publics pour les jeunes et les femmes. Une démarche permettant d'inciter les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat et à s'impliquer pleinement dans le monde des affaires. Par ailleurs, le programme Nanatech, initié par le ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale démontre l'engagement sans faille du gouvernement à soutenir l'entrepreneuriat féminin en tirant parti des opportunités offertes par le

numérique. Lors des échanges, plusieurs obstacles ont été clairement identifiés, tels que le manque d'accès aux technologies numériques, l'accès difficile au financement pour les



Atelier d'échange sur l'utilisation productive de ces appareils, s'est tenu la semaine écoulée

startups dirigées par des femmes et le manque de soutien dans les programmes de formation pour les entrepreneures. Des solutions concrètes ont été avancées pour relever ces défis, notamment en renforçant le soutien aux femmes entrepreneurs et en intégrant davantage le numérique dans leurs activités commerciales.

Les conclusions de cet atelier constitueront un socle solide permettant de développer l'activité du Hub d'Innovation du projet TIC au sein du Compact. Ce programme, supervisé par la MCC, met

L'atelier a réuni un large éventail de parties prenantes, notamment des représentants du ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, du ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme, de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, ainsi que de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium challenge account (OMCA). Des organisations de la société civile telles que WiLDAF (Women in law and development in africa) Afrique de l'Ouest, WILDAF TOGO, la LCT (Ligue des consommateurs du Togo), l'ATC (Association togolaise des consommateurs), FEFA, l'ONG IJD, ont également participé à cet événement.

Edy Alley

Bien-être

Indice du développement humain au Togo

Accroître la richesse dans le but de répondre aux exigences du développement social des Togolais, telle se présente l'ultime ambition des dirigeants du pays. Cette volonté se manifeste à travers des efforts soutenus et des réformes économiques qui concourent à un indice du développement humain sur la voie de l'espoir.

Le Togo crée un environnement propice à la croissance et au bien-être de chaque habitant dans tous les domaines. Ainsi, le Programme des nations unies pour le développement (Pnud)

national brut a connu une hausse exceptionnelle, passant de 1 602 dollars en 2019-2020 à 2 167 dollars en 2021-2022. L'espérance de vie à la naissance est quant à elle passée de 61 ans à 61,6 ans sur la

Initialement prévu pour prendre fin en décembre 2021, le projet a été prolongé jusqu'en juin 2023, offrant ainsi des avantages supplémentaires à 26 250 ménages résidant dans la grande agglomération de Lomé.

Réduction du chômage dans le secteur de l'enseignement

La lutte contre la pauvreté et la création d'emplois enregistrent des avancées majeures

en 2020 sont venues s'ajouter 2 400 nouvelles recrues en 2021 et 3 000 en 2022.

Pour le nouveau recrutement, la répartition envisagée est de 850 candidats pour le préscolaire, 1 680 pour l'école primaire, 824 pour le premier cycle du secondaire (collège). Le deuxième cycle du secondaire (lycée) comptera 676 enseignants et 471 seront pour le secondaire technique et professionnel.

C'est ce que garantissent les pouvoirs publics. Le recrutement concerne plusieurs filières, il fera surtout la part belle aux enseignants volontaires dont la situation fait l'objet d'une attention particulière de l'exécutif. Depuis la mise en place de sa politique de l'emploi en 2018 et mise à jour en 2021 avec pour objectif de créer des emplois décents pour les jeunes, des milliers d'emplois ont été créés sur l'ensemble du pays.

En 2020 on estimait à plus de 200 000 emplois créés dans le cadre du Programme national de développement (PND 2018-2022). Dans le cadre de cette même politique de l'emploi, le ministère du Développement à base peut revendiquer en 2021, 26 200 emplois durables créés pour les jeunes à travers le financement de projets et programmes à hauteur de 19 milliards de francs CFA.

Progression du crédit-bail et de l'affacturage

probantes destinées à relever de façon drastique le niveau de vie de la population. Plusieurs types de financements sont alors accordés aux demandeurs avec des conditions suffisamment revues à la baisse pour un meilleur impact. C'est donc naturellement que la situation de l'affacturage et du crédit-bail est très intéressante.

L'affacturage est une technique de financement permettant à une entreprise de céder ses créances à une société spécialisée en échange de liquidités, améliorant ainsi sa trésorerie et finançant ses activités. Les opérations d'affacturage ont connu une hausse à fin mars 2023 selon le ministère de l'Économie et des Finances. Les financements par affacturage ont enregistré une progression, avec un encours qui a atteint 19 milliards de francs CFA à la date susmentionnée.

Cela représente près du triple des 07 milliards observés il y a une année plus tôt. C'est donc une évolution annuelle de 171%, justifiant l'adoption massive de l'affacturage par les entreprises comme moyen de financement de leurs activités.

Le crédit-bail est défini comme une technique de crédit dans laquelle le prêteur offre à l'emprunteur la location d'un bien. Il est utilisé pour l'acquisition d'actifs tels que des équipements, des véhicules



Vue aérienne de la colombe de la paix

publie régulièrement le rapport sur le développement humain (RDH) pour fournir une analyse approfondie et objective de la situation du développement humain à travers le monde.

Indice du développement humain : le Togo sur le bon chemin

Le rapport 2021-2022 intitulé « temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation » met en évidence le contexte actuel du développement, dominé par des incertitudes chroniques et interactives à l'échelle mondiale. Dans ce climat de crises et d'incertitudes, le Togo a réussi à réaliser des progrès avec un Indice du développement humain (IDH) qui est passé de 0,515 en 2019-2020 à 0,539 en 2021-2022. Il occupe ainsi le deuxième rang des pays de l'Uemoa derrière la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, le rapport révèle que le revenu

même période. L'avancée est le fruit des projets et programmes déployés par le pays dans le domaine des infrastructures de base ainsi que des réformes économiques. D'importants investissements ont été consentis pour garantir aux ménages et communautés défavorisées un accès accru aux infrastructures socio-économiques essentielles.

Dans le cadre du projet des Filets sociaux de base (FSB), pas moins de 133 microprojets ont été réalisés. On compte la construction de 83 établissements scolaires, l'installation de 70 forages équipés de systèmes mini-adduction d'eau potable, la création de 19 centres communautaires, l'établissement de 10 unités de soins périphériques, la construction de 06 hangars de marché et la mise en place de 02 réservoirs d'eau. L'ensemble de ces réalisations a mobilisé des fonds d'une valeur de plus de 05 milliards de francs CFA.

grâce aux multiples actions du gouvernement. Le monde éducatif et plusieurs milliers de jeunes demandeurs de travail bénéficient de la récente décision du ministère en charge de la Fonction publique, de lancer un concours de recrutement d'enseignants. Au lieu des 3 500 nouveaux enseignants fonctionnaires annoncés par le ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat pour renforcer les effectifs pour l'année 2023-2024, c'est finalement 4 501 personnes qui vont être recrutées.

Rehausser la qualité de l'éducation au Togo tel que le gouvernement le souhaite, passe de toute évidence par la mise à disposition du monde éducatif d'enseignants qualifiés en nombre suffisant. Ces dernières années, les enseignements primaire et secondaire voient constamment leurs effectifs augmenter. Aux 41 685 enseignants recensés

Le pays s'offre les moyens de sa politique avec le déploiement de plusieurs stratégies innovantes et

ou des biens immobiliers, sous forme de "location". A ce niveau également, il y a une progression puisque





les opérations ont connu une croissance véritable. Elles se sont doublées en un an, atteignant 23 milliards de francs CFA à la fin du premier trimestre de l'année 2023.

En effet, les autorités garantissent que l'encours du financement par affacturage est passé de 02 milliards en juin 2021 à 09 milliards à fin juin 2022, c'est une progression de 350% en glissement annuel. Puis les activités de crédit-bail ont monté de 16% en glissement annuel, pour atteindre 14 milliards à fin juin 2022.

Projet Coso pour un développement harmonieux

Certaines régions du Togo sont plus en évolution que d'autres. Néanmoins le pays travaille sans relâche pour réduire le gap existant entre les différentes localités en matière de développement social et économique. L'initiative Coso est l'un des outils efficaces d'amélioration des conditions de vie utilisés pour y parvenir. Et il démontre très bien son potentiel. Le projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (Coso) a été pensé

pour une lutte adaptée contre la pauvreté. Au Togo, il est exécuté par l'Anadeb dans 40 cantons frontaliers dont 36 dans la région des Savanes, 02 dans la Kara et 02 dans la région Centrale.

En juin 2023, les autorités se sont penchées sur la progression du projet Coso exécuté dans une approche de « développement conduit par les communautés (DCC) ». Coso assure un accompagnement spécifique aux communautés pour leur auto prise en charge des activités. Le projet s'occupe aussi de la mise en place des infrastructures de base, de l'exécution des microprojets, des formations à la conduite du processus de passation de marché, l'entretien des ouvrages, etc.

À Cinkassé, des infrastructures ont été construites ou réhabilitées comme le centre communautaire et le forage photovoltaïque de Gnoaga Centre ; des bâtiments scolaires, des ouvrages marchands existants

et d'autres en cours de réalisation. Dans le canton, 24 villages ont retenu 26 sous-projets dans les secteurs eau, énergie, éducation, santé, pistes rurales, assainissement pour une allocation totale d'un milliard de francs CFA. Dans le canton de Mango, 20 villages ont retenu la réalisation de 08 sous-projets dans le secteur de

d'environ un milliard de francs.

Coso met les moyens pour. Il est une autre forme de lutte contre les vulnérabilités auxquelles sont confrontées les populations. Le projet s'étend sur une période de 05 ans, c'est-à-dire de 2022 à 2027. Il est financé à hauteur de 33 milliards de francs CFA. Un autre objectif



Groupe d'enfants

l'éducation, 07 sous-projets d'électrification, un sous-projet de construction d'un dalot sur une piste rurale, un centre communautaire, la réhabilitation d'un forage, 02 magasins de stockage pour une allocation totale

qui lui est assigné est d'améliorer la collaboration régionale et la résilience socio économique et climatique des communautés.

Attipoe Edem Kodjo

Cédeao

Le sommet sur la coopération énergétique à partir du 3 décembre prochain à Lomé

Face à la croissance des besoins en énergie, le Sommet de la coopération énergétique d'Afrique de l'Ouest (West African Energy cooperation Summit/WA-ECS) est une plateforme catalyseur de pistes de solutions visant à parvenir à l'indépendance énergétique. Initié par EnergyNet Limited en partenariat avec le gouvernement togolais, ce sommet, premier du genre dans la Cédeao se tiendra à Lomé, du 3 au 5 décembre 2024. Cette rencontre a été officiellement annoncée, ce vendredi, 22 novembre à Lomé.

Discuter des enjeux du secteur de l'énergie et des opportunités d'investissement dans un contexte marqué par des défis de souveraineté énergétique sera la première vocation de ce sommet. Cette rencontre va ainsi permettre de repenser les stratégies d'approvisionnement en énergie dans la sous-région. Sous le thème "Promouvoir la croissance en Afrique de l'Ouest grâce à des partenariats énergétiques stratégiques", le WA-ECS se présente comme un véritable rendez-vous incontournable pour tous les acteurs du secteur énergétique en quête de solutions novatrices. « L'Afrique de l'Ouest, comme l'ensemble du continent, fait face à des défis énergétiques cruciaux

qui méritent toute notre attention : la sécurisation de l'approvisionnement électrique, l'accès universel à une électricité fiable, la transition vers des solutions durables et abordables pour nos populations. Si les récentes crises mondiales ont accentué ces défis, elles nous offrent paradoxalement l'opportunité de repenser notre approche énergétique, en plaçant nos entreprises locales au cœur de la transformation », a déclaré la conseillère technique du ministère de l'Énergie et des Mines, Aminata Ba.

Cette plateforme exceptionnelle offre l'opportunité aux participants d'échanger des idées et de trouver des stratégies efficaces pour répondre aux défis énergétiques complexes auxquels est confrontée l'Afrique de l'Ouest. Des débats animés sur les meilleures pratiques, les technologies émergentes et les opportunités de collaboration transfrontalière vont meubler les échanges. Véritable créneau permettant de façonner l'avenir de l'énergie dans la Région ouest-africaine, le

Sommet de la coopération énergétique d'Afrique de l'Ouest réunira des experts du secteur énergétique, des décideurs politiques et des investisseurs internationaux, ainsi que les organisations régionales et continentales. Pour le directeur de Cabinet du ministre des Mines et des Ressources énergétiques, Abbas Abdoulaye, « ce sommet est une occasion unique de poser les bases d'un avenir énergétique solidaire et durable pour l'Afrique de l'Ouest ». D'après les organisateurs, le WA-ECS mettra en lumière de nombreux projets régionaux ambitieux, tels que l'expansion du réseau électrique en Afrique de l'Ouest, le gazoduc Nigeria-Maroc, les fermes solaires en Mauritanie, au Togo et au Mali, ainsi que le déploiement de systèmes de stockage d'énergie par batteries (BESS) dans la région.

« Au-delà des échanges entre dirigeants politiques, le Sommet offrira une plateforme unique où nos entreprises locales pourront nouer des partenariats stratégiques, accéder à des mécanismes de financement innovants et renforcer leurs

capacités techniques. Nous créerons des espaces dédiés pour faciliter les rencontres entre investisseurs et porteurs de projets locaux, avec un accent particulier sur le transfert de technologies et le développement des compétences locales », a ajouté Aminata Ba.

Ce sommet qui se déroule chaque année dans plusieurs



Cocktail d'annonce du West African Energy cooperation Summit/WA-ECS), ce 22 novembre à Lomé

autres régions d'Afrique, se tiendra pour la première fois pour le compte de l'Afrique de l'Ouest au Togo. Pour les organisateurs de ce sommet, le choix du Togo est justifié par les initiatives novatrices en matière d'énergie, comme le programme CISO visant à apporter l'électricité aux zones rurales grâce à l'énergie solaire. « Lomé est une

porte d'entrée stratégique pour la sous-région. Les efforts déployés par le Togo en matière d'énergies renouvelables serviront de modèle pour inspirer les partenaires présents », a déclaré Abdoulaye Sylla, Portfolio Manager du groupe EnergyNet Limited. Vitrine de choix du pays, ce premier Sommet marquera le début d'une série de rencontres

régulières qui permettra de suivre les avancées, d'ajuster les stratégies et surtout, de maintenir la dynamique de collaboration entre tous les acteurs du secteur. L'objectif est de construire un avenir énergétique où l'expertise africaine sera le véritable moteur de développement durable.

E. Alley

#Ose
Passer
À l'Action!

G-COM

Promo Conso, C'magik!

Réponds aux questions
chaque jour et gagne des lots.

MOOV par SMS au **5050**

Côté : 50F/sms

Un monde nouveau vous appelle.

Moov
Africa



Culture

CHINA MOUTAI offre une dégustation et un déjeuner

Fidéliser sa clientèle et intéresser de nouveaux prospects, tel est l'un des objectifs de la S.A.R.L. UGRANDE MURAILLE DISTRIBUTION, distributeur exclusif de la liqueur chinoise de marque MOUTAI au Togo. Cet objectif se décline en activité chaque année. C'est le cas hier dimanche 24 novembre 2024, avec une dégustation tenue au restaurant asiatique Thai de la caisse à Lomé.

Une trentaine de ressortissants chinois ont été invités par l'entreprise à une dégustation de la liqueur chinoise CHINA MOUTAI. Couplée avec un déjeuner, la dégustation offerte, a été déclinée en plusieurs cocktails.

Hormis les Chinois, des Togolais ont également pris part au déjeuner, étant des consommateurs de MOUTAI. A chaque dégustation la sensation est toujours saisissante. « Il n'y a pas liqueur à la hauteur de CHINA MOUTAI. C'est une liqueur unique au niveau du goût et de la sensation après consommation. Je l'ai également dégusté en cocktail et j'ai beaucoup apprécié », a confié l'invité Ezekiel.

Selon les explications de Bruce Ahli, directeur de la société MOUTAI au Togo, « Cette dégustation fait partie de notre planning annuel que nous avons soumis à notre maison mère en Chine. Nous

aimons nous rapprocher de tout ce qui est culture asiatique, d'où le choix de ce restaurant nouvellement ouvert, avec un partenariat avec ce dernier pour faire connaître nos produits à leur client et faire connaître le restaurant aux nôtres. Nous sommes très satisfaits du déroulement de cette activité ».

Présent à la dégustation, l'ambassadeur de la marque MOUTAI au Togo, Fofo Skarfo, a été positivement touché par l'ambiance. « L'ambiance a été particulièrement chaleureuse. C'est justement l'une des valeurs de notre marque MOUTAI, celle de fédérer les cultures », a fait savoir l'artiste togolais.

Le MOUTAI est issu d'un processus traditionnel complexe. Le mélange de sorgho et de blé subit de multiples cuissons et séchages, huit fermentations, et neuf distillations. Il est ensuite conservé pendant 5 ans dans des jarres en terre



cuite enterrées avant d'être assemblé à des alcools plus anciens.

C'est ce savoir-faire ancestral qui confère au MOUTAI une extrême longueur en bouche et une telle complexité de parfum, avec un fort caractère de céréales, un arôme qui rappelle la prune, le chocolat, la coco, le caramel, la noisette grillée, également mentholé.

Attipoe Edem Kodjo

Football

FADI redore les ghettos

Les rideaux sont tombés sur la première édition du tournoi fraternité ghettos trophée FADI, le 16 novembre dernier. Lion FC de Légbassito remporte le trophée en battant en finale, Katanga FC de la zone portuaire (2-0). Organisé par la Fondation Afrique développement international (FADI), le tournoi a connu une apothéose mémorable.



Lion FC célébrant le sacre

Les initiateurs du projet, les représentants du ministère des Sports, de la Fédération togolaise de football (FTF), les autorités publiques, politiques, traditionnelles et les spectateurs ont pris part la consécration de la compétition, au stade municipal de Lomé.

Le suspense de la finale a été levé tôt. Lion FC ouvre la marque à la 8e minute par Mawuli Ahondjo qui met dans le vent le gardien adverse, Gaël Kloutse. Cueillis à

froid, les Blancs de Katanga appuient sur l'accélérateur en mettant une pression sur leur adversaire du jour. Le virevoltant ailier, Simon Adama sur coup franc et Fiacre Gbaguidi sur une frappe plein axe dans la surface, ratent l'opportunité de revenir au score. Les Lions conservent leur avance jusqu'à la pause, grâce à une solide défense du capitaine Robert Batena et de son portier Urbain Kakoma.

En deuxième période, les deux équipes se sont battues sur

tous les ballons sans grands dangers dès les deux défenses. Il a fallu attendre la fin pour voir Maurice Atoklo enfoncer le clou avec le deuxième but des Lions, au grand désarroi de Katanga FC.

« Nous avons mal débuté le match. Nous n'avons rien produit lors des cinq premières minutes et nous avons encaissé. C'est une grande déception. Mais en tout, nous remercions FADI et son président pour l'honneur et la bonté », a déclaré le coach de Katanga FC, Edo Koudoto. Le capitaine malheureux n'a pas caché sa déception. « C'est dur pour nous. Notre milieu était complètement cassé et en défense, on défendait seulement à deux alors qu'on est quatre. C'est le football et nous sommes contents que FADI ait pu réaliser notre rêve en nous faisant jouer sur un terrain synthétique », a dit Mario Agbognito, capitaine de l'équipe de la zone portuaire.

Dans le camp des champions, le secret était simple. « C'est le travail et les entraînements qui nous ont permis de remporter la coupe. C'est notre force. C'est la preuve que dans les ghettos, il y a de bonnes choses et c'est FADI qui nous a mis en valeur.

Merci», témoigne le coach de Lion FC, Noël Sowou. Pour son capitaine, Robert Batena, « Nous avons mérité ce trophée car nous avons travaillé. Des talents sont aussi cachés dans les ghettos ».

Débuté le 10 août 2024, le tournoi a rassemblé 24 équipes issues des ghettos de Lomé et d'Agoè-Nyivé. Soutenue par les Districts de Football d'Agoè-Nyivé et de Lomé-Golfe, la compétition a pour objectif de promouvoir la fraternité, l'inclusion sociale et le vivre-ensemble, permettant à de nombreux jeunes des quartiers marginalisés de s'exprimer dans un cadre sportif correct.

« La mise en œuvre de ce projet n'a pas été facile. Mais nous sommes allés au-delà de toutes les considérations pour soutenir nos amis du ghetto longtemps marginalisés. C'est le lieu de remercier le président de la République, Faure Gnassingbe, pour avoir accepté l'initiative, ce qui témoigne de sa vision d'inclusion sociale », a fait comprendre lors de la finale, Kokouvi Germain Wona, président de FADI et promoteur du tournoi.

Au rang des récompenses, toutes les équipes participantes ont reçu des

équipements sportifs et des enveloppes financières, allant de cinq cent mille francs CFA pour le vainqueur, à cinquante mille francs CFA pour le dernier. Des récompenses individuelles ont également été décernées aux joueurs qui se sont mieux illustrés.

En termes de bilan, « Nous sommes heureux parce que le bilan est positif dans la mesure où l'esprit de la cohésion prôné a régné durant toute la rencontre sans bagarre ni incident. Toutes les équipes ont fait preuve de discipline et c'est le fondement de cette initiative. Le tournoi a sensibilisé sur l'acceptation de l'autre, avec des actions humanitaires de la fondation, qui offre de l'insertion professionnelle aux frères et sœurs du ghetto désireux d'apprendre ou d'exercer un métier », a révélé Eugène Atigan, responsable communication de FADI.

Depuis 2013, la Fondation Afrique développement international (FADI) mène des actions en faveur des communautés défavorisées dans les domaines de l'éducation, de l'entrepreneuriat social et de la santé.

Attipoe Edem Kodjo

Fédération internationale de volleyball

Fabio Azevedo, un leader dans l'âme au perchoir

Lors de son 39e congrès à Porto, au Portugal, la Fédération internationale de volleyball (FIVB) a procédé, le 16 novembre 2024, à l'élection d'un nouveau président. Les congressistes ont porté leur choix sur le Brésilien Fabio Azevedo, en remplacement de Dr Ary Graça.

Né le 14 septembre 1971 à Magé, Rio de Janeiro, Fabio Azevedo a dédié plus de 30 ans au développement du volleyball.

Diplômé en éducation physique, il a commencé sa carrière au sein de la Confédération brésilienne de volleyball (CBV), où il a rapidement gravi les échelons, contribuant à faire du Brésil une puissance mondiale dans ce sport.

Sous sa direction, le volleyball brésilien a connu une transformation sans précédent, avec un budget annuel passé de 7 à 120 millions de dollars, des innovations dans la gestion des événements sportifs, et la création du centre d'entraînement de Saquarema. Ces initiatives ont permis

au Brésil de remporter 15 médailles olympiques et de multiples titres mondiaux. En rejoignant la FIVB en 2013 en tant que directeur général, Fabio Azevedo a lancé des projets emblématiques comme la Ligue des Nations de Volleyball (VNL) et modernisé les compétitions internationales.

Il a également introduit des technologies comme le système de challenge vidéo et renforcé la durabilité



Fabio Azevedo

financière grâce à Volleyball World, une initiative commerciale ambitieuse.

Fraîchement élu, Fabio Azevedo entend mener la FIVB vers de nouveaux sommets grâce à des objectifs clairs, notamment l'inclusivité

mondiale où il est nécessaire de faciliter l'accès au volleyball pour toutes les nations et diversifier la participation.

Au nombre des objectifs, il y a aussi l'innovation technologique qui consiste à intégrer des outils numériques avancés pour optimiser l'expérience des fans et le suivi des performances sportives, le développement durable pour encourager des infrastructures sportives écologiques. La promotion des jeunes talents qui entend renforcer les programmes de formation et d'identification des talents émergents, compte également par les objectifs.

L'élection de Fabio Azevedo marque un tournant dans l'histoire de la Fédération internationale de volleyball. Sa capacité à conjuguer vision stratégique et passion pour le sport promet d'élargir l'impact mondial du volleyball tout en restant fidèle aux valeurs d'excellence, d'inclusion et de durabilité.

Attipoe Edem Kodjo

Fédération togolaise d'athlétisme

Réélection de Falilatou Dogo

L'Assemblée générale électorale de la Fédération togolaise d'athlétisme, du 16 novembre dernier à Lomé, a réélu Falilatou Dogo à la tête de la fédération.

Avec 42 voix contre 16 pour son adversaire Edem Messan-Gavo, la présidente sortante Falilatou Dogo a reçu de nouveau la confiance des présidents et délégués des clubs d'athlétisme du pays, récompensant ainsi ses efforts durant les trois dernières années.



Falilatou Dogo

La session a été marquée par la présence des représentants du Comité national olympique du Togo (CNO TOGO) et du ministère des Sports et Loisirs (MSL), qui ont salué les avancées réalisées dans la promotion de l'athlétisme, notamment auprès des jeunes.

Les rapports d'activités, moraux et financiers de la fédération ont été adoptés à l'unanimité, témoignant d'une gestion jugée transparente et efficace.

« Ce nouveau mandat de quatre ans s'inscrit dans une dynamique de continuité et d'innovation, avec pour objectif de renforcer les bases existantes et de porter l'athlétisme togolais à un niveau supérieur, tant sur la scène nationale qu'internationale », a

dit la présidente Falilatou Dogo.

Elle a également exprimé sa gratitude envers tous les acteurs de l'athlétisme togolais et réaffirmé son engagement à travailler pour le développement de la discipline.

Attipoe Edem Kodjo

Millennium Challenge Corporation

Le Togo valide 16 indicateurs et conforte son éligibilité au programme Compact

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) a rendu publique, le 21 novembre dernier, la carte des scores de l'année 2024. La position du Togo a été présentée, le 22 novembre, lors d'une rencontre présidée par Stanislas Baba, président du conseil d'administration de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo).

Contrairement à l'année dernière où le Togo a coché 14 critères sur 20, le pays fait mieux cette année en validant 16 indicateurs sur 20 dans les trois catégories. En effet, le Togo a enregistré une performance soutenue ces dernières années sur la carte des scores du Millennium Challenge Corporation (MCC) passant de 5 indicateurs sur

statut de réformateur. Les 16 indicateurs validés par le Togo repartis comme suit : 7 sur 8 dans la catégorie "liberté économique" : l'inflation, la qualité de la régulation, la politique commerciale, le respect de l'équilibre du genre dans l'économie nationale, les droits et accès fonciers, l'accès au crédit et l'égalité des chances dans l'emploi.

et la liberté de l'information. Au niveau de la catégorie "développement humain", le Togo valide 4 indicateurs sur 6 : les dépenses d'éducation, la protection des ressources naturelles, le taux d'immunisation et le taux d'achèvement de l'éducation primaire des filles.

Les quatre indicateurs non validés par le Togo sont la politique budgétaire, les droits politiques, les dépenses pour la santé et la santé infantile. Au classement, le Togo est 3e dans la Cedeao derrière le

la MCC. Ces critères sont la validation de l'indicateur contrôle de la corruption ; la validation d'au moins un des indicateurs des droits démocratiques (droits politiques et libertés civiles) et la validation de la majorité des 20 indicateurs avec au moins un indicateur au vert dans chaque catégorie.

« La cellule MCA-Togo saisit l'occasion de la publication de cette carte des scores pour renouveler sa profonde gratitude au chef de l'Etat et au gouvernement, aux comités sectoriels, à la société civile togolaise, au secteur privé et aux acteurs des médias pour leur engagement et leur contribution à cette bonne performance », a déclaré Stanislas Baba, président du conseil d'administration de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo) et ministre conseiller du chef de l'Etat pour les questions maritimes.

Les réformes mises en œuvre ont également permis au Togo, de faire un bond de 15,6 points par rapport à l'année précédente dans le rapport Women Business and Law 2024 en recueillant le score le plus élevé parmi les économies d'Afrique, soit 97,5 points. Le Togo s'est également distingué

par une note globale de 61 points dans le classement des meilleurs scores en Afrique subsaharienne dans le rapport B-READY 2024 et en gardant sa place de meilleur pays réformateur avec le premier rang en Afrique de l'ouest, et le troisième rang en Afrique subsaharienne.

« Depuis 2019, le Togo bénéficie du programme Seuil du Millennium Challenge Corporation d'un montant de 35 millions de dollars US (plus de 22 milliards de FCFA, NDLR), mis en œuvre à travers deux volets, notamment la réforme des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et la réforme foncière pour accélérer la productivité agricole », a ajouté Bèguédouwè Paneto, secrétaire général du ministère auprès du président de la République, chargé de la Planification du Développement et de la Coopération

Dans le même sillage des performances, le Togo a été sélectionné par le Conseil d'Administration du Millennium Challenge Corporation (MCC) le 08 décembre 2022 pour bénéficier du programme Compact dont la formulation est en cours.

Attipoe Edem Kodjo



Présidium de la présentation

20 en 2014 à 16 indicateurs validés sur 20 en 2024. Le Togo fait ainsi partie des pays partenaires du MCC ayant validé le plus grand nombre d'indicateurs et confirme son

Dans la catégorie "bonne gouvernance", 5 critères sur 6 sont validés : les libertés civiles, le contrôle de la corruption, l'efficacité des pouvoirs publics, l'Etat de droit

Cap-Vert et le Sénégal puis 6e en Afrique.

Pour la neuvième année consécutive, le Togo a rempli les trois critères d'éligibilité au programme Compact de

Santé

Construction du service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara franchit un important palier en lançant un projet d'ouverture d'un nouveau service de néphrologie et d'hémodialyse. Le début des travaux a été marqué par la pose de la première effectuée le 22 novembre dernier par le gouvernement togolais et les partenaires.

La construction du service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara est financée à hauteur de 850 mille dollars US (soit plus de 485 millions de francs CFA) par le Groupe Ecobank et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique.

Au Togo, l'insuffisance rénale représente un réel problème de santé publique. Selon les chiffres du gouvernement togolais, au CHU de Kara, l'insuffisance rénale est la sixième cause de décès avec un taux de mortalité de 21,3 %. Dans cet hôpital, l'insuffisance rénale représente 10 % des hospitalisations et 73 % des consultations de néphrologie. La construction de ce service est une réponse directe aux

besoins urgents des patients souffrant d'insuffisance rénale dans les régions des Savanes, de Kara et du centre du Togo. Actuellement, le CHU Sylvanus Olympio de Lomé est le seul hôpital public du pays à disposer d'un service de néphrologie et d'hémodialyse. Sa capacité d'accueil étant limitée, la liste d'attente s'élève parfois à environ 300 patients. De même, sa localisation à Lomé rend l'accès au traitement d'urgence et régulier de l'insuffisance rénale très difficile pour les habitants des régions précitées. Ils doivent parcourir entre 300 et 620 km pour s'y rendre.

Le nouveau service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara permettra de réduire cette pression et d'offrir un accès plus équitable aux soins vitaux. Prévu sur une surface de 800 mètres carrés, le service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara sera composé d'une salle de dialyse, une salle de traitement d'eau, un local technique, un

magasin de stockage, une salle de consultation, une salle de cathéter, un vestiaire pour les patients, un hall d'attente ou terrasse, 3 sanitaires, un secrétariat, un espace



Posé de la première pierre

aménagé pour les déchets médicaux. Pour Dr Wotobe Koko, secrétaire général, représentant le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, « La construction du service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara vient à point nommé renforcer le plateau technique dudit centre. Cette initiative

intervient au moment où le Gouvernement a entrepris un vaste chantier de rénovation et de renforcement du plateau technique des formations sanitaires du Togo avec pour

conséquence l'amélioration des soins de santé délivrés aux populations ». « Nous sommes très honorés de pouvoir être aux côtés du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique du Togo et du PNUD. Ce projet est crucial dans l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à la prise en charge effective des patients atteints

d'insuffisance rénale au Togo. Nous espérons très fortement que la construction de ce centre contribuera à améliorer la vie de ces patients », a exprimé Michel Gafan, Directeur de la banque commerciale Ecobank Togo.

Pour Seynabou Diaw Ba, représentante résidente adjointe du PNUD au Togo, « C'est une étape importante vers l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité pour tous. Nous espérons que cette initiative encouragera d'autres partenaires à se joindre à nous pour contribuer au renforcement du secteur de la santé au Togo ».

Outre la construction et l'équipement, le projet prévoit également la formation des acteurs pour de meilleures prestations. Ce service servira également de site d'apprentissage pour les étudiants en médecine et les apprenants des écoles paramédicales.

Attipoe Edem Kodjo



ÉPARGNE Adodoé,

ÉPARGNEZ PETIT ET GAGNEZ GROS.

Jusqu'au 15 décembre 2024, bénéficiez de
taux exceptionnels sur vos épargnes CORIS
pour assurer l'avenir de votre famille

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

